

Rogge : « Se battre contre tout ce qui ternit le sport »

L'ancien président du Comité international olympique est un retraité heureux. Entre un devoir de réserve et un autre d'indignation, son cœur balance.

Jacques Rogge

Né à Gand le 2 mai 1942, Jacques Rogge a occupé pendant 12 ans, de 2001 à 2013, le poste de président du Comité international olympique, la plus haute fonction du monde sportif, après avoir dirigé le COIB de 1989 à 1992. Chirurgien orthopédiste de profession, il a pris part à trois Jeux olympiques en tant qu'athlète, en voile, en 1968, 1972 et 1976.

Il a l'air moins épuisé qu'à la fin de son mandat de président, en septembre 2013. Au secrétariat du CIO pour la Belgique, à Gand, où il se rend régulièrement, Jacques Rogge arrive détendu, le sourire aux lèvres. Il y a bien encore cette voix éraillée qui a même tendance à s'éteindre de temps en temps – « Une infection des cordes vocales... » – mais la poignée de mains est ferme.

« Ma vie d'ex-président est agréable !, précise-t-il quand on lui demande à quoi elle ressemble. Je passe beaucoup de temps à lire, à visiter des musées et des galeries d'art moderne, à skyper avec mes enfants qui vivent aujourd'hui pour l'un (son fils Philippe) en Chine et pour l'autre (sa fille Caroline) en Suisse. C'est un peu frustrant : avec mon épouse, nous nous réjouissons de rentrer en Belgique après douze ans passés à Lausanne pour enfin nous occuper de nos petits-enfants, mais le destin professionnel de nos enfants en a voulu autrement ! »

S'il est devenu adepte du téléphone par internet, c'est aussi parce qu'il a souhaité mettre un frein à ses innombrables déplacements. De 150 vols par an, il est passé à une vingtaine. « Dans le temps, c'était mon entourage qui décidait de mon agenda ; maintenant, c'est moi ! »

De quoi lui permettre, à 72 ans, d'enfin se reposer. De récupérer. « Être président du CIO, c'est passionnant, c'est un privilège et vous ne m'entendez jamais me plaindre parce que c'est quelque chose que j'ai voulu. Mais c'est vrai que c'est une charge énorme. Il faut toujours être prêt et attentif. On est en contact avec différents pans de la société : les athlètes et le monde du sport, bien sûr, mais aussi les médias, le milieu économique, le monde de la science, le monde politique. Il faut

pouvoir s'intégrer dans ces différents groupes, qui ont leurs propres habitudes et règles. »

Mais, pour le chirurgien gantois, la grande leçon qu'il a retenue de ces douze années passées à la tête du CIO dont il est aujourd'hui président d'honneur, c'est que « le sport est un formidable moyen d'éducation, une force sociale au service de l'humanité ». C'est aussi pour cela qu'il a accepté la mission que lui a confiée Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, qui lui a demandé de devenir envoyé spécial des Nations unies pour le sport dans les camps de réfugiés. Une mission qui consiste à visiter ceux-ci et à faire un inventaire sur les possibilités d'y exercer une activité physique pour permettre d'investir et de bâtir des infrastructures avec un encadrement adéquat. Après s'être déjà rendu en Jordanie, il s'apprête à repartir en Afrique dans moins de trois semaines.

« Quand on offre le sport aux réfugiés, c'est extraordinaire, lance-t-il. On voit leur enthousiasme quand ils peuvent jouer au football, au basket, quand ils peuvent faire du karaté, du taekwondo... En faisant ça, j'ai vraiment l'impression de faire œuvre utile. »

La charte olympique est claire. Dans son article 2, elle précise que « le but de l'olympisme est de mettre le sport au service du développement harmonieux de l'humanité en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine ». Or, ces derniers temps, avec les attentats de Paris et de Copenhague, la dignité humaine et la société pacifique ont été plutôt mises à mal.

« On vit une période trouble. Il y a un terrorisme institutionnalisé contre lequel il faut lutter mais qui, malheureusement, pose sa marque sur la société. Le mouvement olympique a été touché, en son temps, dans sa chair, lors des Jeux de Munich, en 1972. Cela reste une triste réalité, plus de quarante ans plus tard... »

Le sport continue lui aussi de montrer régulièrement sa face la plus

détestable, quand des supporters de Chelsea repoussent un Noir qui veut entrer dans une rame de métro parisien ou quand la tête décapitée de Steven Defour orne un tifo au Standard avant le clasico contre Anderlecht.

« C'est triste, désolant et inadmissible, poursuit Rogge. Cela doit nous motiver à continuer à lutter. Il faut se battre contre tout ce qui ternit le sport. »

Le dopage, son éternel cheval de bataille, a également refait surface de manière spectaculaire il y a quelques semaines quand une émission de la chaîne allemande ARD a révélé, témoignages à l'appui, que le sport russe – et l'athlétisme en particulier – serait frappé par un dopage institutionnalisé.

« J'ai regardé cette émission avec un grand étonnement. Je savais qu'il y avait du dopage provenant de l'environnement direct des athlètes (entraîneurs, médecins), mais je ne me doutais pas qu'il pouvait être d'une telle ampleur. Si les faits sont prouvés, c'est inquiétant. Dick Pound (NDLR : l'ancien président canadien de l'Agence mondiale antidopage, également membre du CIO) a été chargé de mener une commission d'enquête dont j'attends les résultats. »

Le sport et ses excès, c'est aussi l'argent fou qui envahit le football, surtout en Angleterre, avec l'explosion des droits télé de la Premier League, qui ont gonflé de 70 %, et rapporteront désormais 6,9 milliards d'euros pour trois saisons aux clubs, avec le déséquilibre qui risque de se produire avec les autres champions européens. Mais, sur ce point, Jacques Rogge est moins sévère. « Si la Premier League reçoit de tels montants, c'est lié à ses taux d'écoute. Tous les pays qui y ont des joueurs en profitent. Regardez nos Diables rouges ; ils ont élevé leur niveau de jeu depuis qu'ils y évoluent. »

En toute logique, il ne critique pas les salaires qui y sont pratiqués, comme les 270.000 euros par semaine que vient de négocier Eden Hazard lors de la prolongation de son contrat à Chelsea. « Je suis sidéré, parce que ce sont des sommes qu'on ne peut pas imaginer. Mais je ne le critique pas. S'il reçoit un tel salaire, c'est qu'il y a un marché, cet argent ne sort pas de nulle part. Les joueurs qui en bénéficient génèrent un enthousiasme populaire, des rentrées marketing pour le club, la vente des tickets, donc il est normal qu'ils soient payés en conséquence, d'autant que leur carrière est courte. Mais ce qui compte le plus pour moi chez

les joueurs, ce n'est pas leur salaire mais leur comportement. S'ils agissent comme des role models, c'est bon. Et Hazard, comme Kompany, en est un. »

Depuis que Jacques Rogge a cédé sa place de président du CIO à l'Allemand Thomas Bach, celui-ci n'a pas perdu de temps. En décembre, un peu plus d'un an après son arrivée à Lausanne, il a fait voter l'« Agenda 20/20 » qui, grâce à 40 mesures, devrait modifier le visage de l'institution et des Jeux dans les prochaines années. Un début au pas de charge qui n'a pas étonné le Belge.

« Thomas a fait un excellent début de mandat, souligne Rogge. Il a bien marqué son territoire. Je ne suis pas surpris. Je le connais bien, nous sommes entrés au CIO en même temps, lors de la session de Birmingham, en 1991 et il a été mon vice-président pendant dix ans. C'est un homme loyal et très compétent, un amoureux du sport, qu'il connaît bien. Il est intelligent, diplomate et dynamique. »

S'il est désormais membre honoraire du CIO et qu'il n'a donc plus de droit de vote, Jacques Rogge approuve les mesures qui ont été prises lors de la session extraordinaire de Monaco. La possibilité pour les villes organisatrices de délocaliser certaines épreuves, y compris dans un pays voisin ? « Ça va amener plus de candidatures et donc augmenter les chances d'avoir de bons Jeux. » La création d'une chaîne olympique ? « Cela va

apporter une présence, une visibilité et une reconnaissance pour les sports olympiques durant toute l'olympiade. » L'idée de ne plus parler en termes de sports mais d'épreuves aux Jeux pour permettre d'en ajouter au programme sans dépasser la limite des 10.500 athlètes ? « Ajouter des sports est simple, les limiter ou en enlever est très compliqué. Tout le monde s'accroche à sa place, c'est humain. Il faut veiller avant tout à la qualité des Jeux, que le programme touche tous les secteurs de la pyramide des âges, que des épreuves plaisent aux jeunes, aux adultes et aux anciens. Mais je sais que mon successeur va réussir. » Le maintien à 70 ans de la limite d'âge des membres du CIO (avec l'une ou l'autre exception pour ceux qui ont un mandat à terminer) ? « C'est une bonne règle, parce que nous sommes une organisation qui s'occupe prioritairement de la jeunesse. Il ne faut pas que ceux qui la dirigent deviennent trop vieux. »

Que penser, dès lors, de la nouvelle candidature, à 79 ans, de Sepp Blatter comme président de la Fifa ?

« Je préfère ne pas réagir. Sepp est un homme qui était mon collègue et qui a toujours été très loyal vis-à-vis du CIO et je ne ferai aucun commentaire de quelque nature que ce soit. »

Comme quoi, même retraité, on peut conserver son devoir de réserve ! ■

PHILIPPE VANDE WEYER

LES NOUVELLES RÈGLES DU CIO

**Des JO belgo-néerlandais ?
Théoriquement possible**

C'est une information qui est peu connue. A deux reprises déjà, pour ceux de 1960 (finalement attribués à Rome) et de 1964 (Tokyo), Bruxelles s'était portée candidate à l'organisation des Jeux olympiques. Les deux fois, la capitale avait été éliminée au premier tour lors des votes survenus aux sessions de 1955, à Paris, et de 1959, à Munich. Avec l'assouplissement des règles liées à l'« Agenda 20/20 », qui permettent désormais, pour des

raisons économiques, une délocalisation de certaines épreuves, éventuellement dans un pays voisin, pourrait-on autoriser une candidature belgo-néerlandaise, comme cela s'est produit en football avec l'Euro 2000 et le Mondial 2018 ? « L'Euro 2000, c'est vrai, a été un grand succès, mais on ne peut pas comparer la compétition d'un sport bien précis avec des Jeux, où il y a 310 épreuves différentes, souligne Jacques Rogge. C'est d'une bien plus grande complexité. De plus, c'est hypothétique et pas à l'ordre du jour. Mais théoriquement, c'est pos-

sible... »

Il reste à voir si l'organisation de Jeux olympiques est encore faisable pour un pays comme la Belgique.

« Je ne peux pas juger de l'opportunité financière, parce qu'il faut voir avec quel pays il le ferait. Seul, ce serait difficile. A deux, avec les Pays-Bas, ce serait éventuellement possible, pour autant qu'il y ait un souhait commun. Mais il y a aussi le facteur politique. Il faut une stabilité pendant sept ans. C'est long. »

PH. V.W